

L'officier français a-t-il perdu de vue le rôle social qui lui revenait ? Même si la société a beaucoup changé depuis la fin du XIX^e siècle, le général de corps d'armée (2S) Jean-Paul PERRUCHÉ estime que les considérations du capitaine Lyautey restent toujours d'actualité.

« Nul n'est mieux placé que l'officier pour exercer sur ses subordonnés une action efficace. En contact immédiat avec eux, il partage entièrement leurs travaux, leurs fatigues, et n'en tire néanmoins aucun profit. C'est donc un merveilleux agent d'action sociale. »

Capitaine LYAUTEY (Du rôle social de l'officier).

En 1891, dans la *Revue des Deux Mondes*, le capitaine LYAUTEY secouait sa hiérarchie et étonnait la société française en exposant ses vues sur [Le rôle social de l'officier](#). Il y prônait une conception nouvelle et élargie de la fonction d'officier associant à son rôle technique et opérationnel, celui d'éducateur de la jeunesse (masculine) de France alors astreinte à un service militaire de trois ans. « *Donnez-leur cette conception féconde du rôle moderne de l'officier devenu l'éducateur de la nation entière* » disait-il. Pour lui, cette éducation devait contribuer à renforcer la cohésion de la Nation en éveillant l'esprit de défense des citoyens, en leur faisant comprendre les enjeux, mais aussi en développant leurs capacités et leurs aptitudes personnelles et donc leur confiance en eux et en leurs chefs.

Cette approche du « *métier* » d'officier s'est progressivement installée dans la formation des officiers, en particulier après la Deuxième Guerre mondiale. Le chapitre premier de l'Instruction n° 300 sur la formation militaire générale de mars 1970 rappelait que : « *La formation dans les armées revêt deux aspects étroitement liés également indispensables mais par nature très différents* :

- *un aspect d'instruction, acquisition et connaissances du savoir-faire nécessaire à l'exécution des tâches...*
- *un aspect d'éducation, adaptation au milieu de vie, adhésion active aux règles militaires et préparation aux actions du temps de guerre et du temps de paix ».*

Mais « *l'éducation des citoyens* » par l'officier était alors essentiellement effectuée grâce au service militaire obligatoire impliquant environ 260 000 jeunes Français par an (1), mais suspendu depuis 1996. Ce vecteur d'influence ayant disparu et les effectifs concernés considérablement fondus, on peut s'interroger sur la pérennité de cette mission ?

Pourtant, dans son livre *Servir*, le général de VILLIERS affirme : « *Nous avons 25 000 jeunes qui arrivent chaque année, le service militaire Outre-mer, le service militaire volontaire, l'école des mousques à partir de 16 ans et l'égalité des chances dans l'armée de l'Air. Ces dispositifs à caractère social maintiennent la vitalité du lien entre Armée et Nation* ».

Pour mieux apprécier le rôle social souhaitable de l'officier dans le contexte sécuritaire d'aujourd'hui, il faut partir de ses finalités pour distinguer les actions et investissements utiles et en fixer les limites. Ce rôle social doit s'inscrire dans le besoin de resserrer les liens entre société militaire et société civile.

Il s'agit pour l'essentiel :

- De stimuler l'esprit de défense des citoyens.
- De renforcer le soutien de la société civile aux militaires (compréhension des missions et des contraintes) et à leur action.
- D'améliorer la motivation et la cohésion des hommes et des unités pour une meilleure efficacité.
- D'optimiser le recrutement du personnel militaire, en quantité et en qualité.

Stimuler l'esprit de défense des citoyens

Conséquence de l'apparition des armements nucléaires à la fin de la deuxième guerre mondiale la probabilité de « *guerres totales* » entre nations développées ennemies s'est éloignée et avec cet éloignement, celui de l'esprit de défense des citoyens. Mécaniquement, celui-ci a toujours été proportionnel à l'importance et la proximité des menaces ressenties. À la fin de la guerre froide, l'absence de menaces perçues par les citoyens a conduit non seulement à un désarmement matériel, mais aussi à un désarmement moral.

Le terrorisme islamique depuis le début des années 2000, la déstabilisation des pays de la périphérie de l'Europe au Sud et à l'Est, et la montée en puissance militaire des pays émergents ont fait renaître un sentiment d'insécurité et un besoin de défense mais sans qu'en résulte une claire conscience de ce que devrait être l'effort de défense militaire du pays. Le plébiscite des citoyens (entre 70 et 75 %) en faveur d'une conception de la défense au niveau européen dans les sondages Eurobaromètre, révèle le sentiment diffus que les défenses nationales ne suffisent plus à garantir contre les menaces actuelles.

L'Opération BARKHANE dans la bande sahélo-saharienne, dont le lien avec leur défense est globalement admis par une majorité de Français, illustre les limites de la France à résoudre ce conflit par ses capacités militaires alors que la qualité des militaires est unanimement reconnue. Les opérations militaires des 20 dernières années ont rarement donné les résultats escomptés, ce qui fait douter la société civile sur les solutions militaires aux crises. Il en résulte que l'esprit de défense s'identifie moins à l'action militaire. Dans ce contexte, le rôle social de l'officier apparaît toujours nécessaire.

Le principal vecteur d'influence de l'officier sur cet esprit de défense se trouve dans ses qualités intrinsèques : exemplarité, dévouement, esprit de sacrifice et compétence, que l'officier doit transmettre à ses subordonnés ainsi que l'attachement aux valeurs républicaines.

Mais le lien entre l'armée et la société repose aussi sur une communication performante et entretenue. Les hommages nationaux aux soldats tués dans les opérations extérieures, plus ou moins médiatisés, y contribuent, mais ne sauraient suffire. Il est indispensable que les officiers qui sont les meilleurs experts de l'action militaire s'impliquent dans la communication et le

témoignage afin de mieux sensibiliser le public aux menaces actuelles, en faire comprendre les enjeux, de même que le rôle des citoyens et les besoins des armées pour y faire face. Des progrès ont été réalisés dans les dernières années avec l'audition régulière des chefs d'état-major devant les commissions parlementaires, l'intervention d'officiers généraux en deuxième section dans les médias et la création de moyens d'information spécialisés, comme l'ASAF ou le site THEATRUM BELLI, mais qui demeurent encore insuffisants.

L'implication du corps militaire et donc des officiers reste indispensable à une implication plus forte des citoyens dans leur défense dans le contexte actuel.

Renforcer le soutien de la société civile à son armée

L'image positive des armées et des militaires dans la société française a progressé de 20 % depuis 2006 et atteint des niveaux inégalés : 83 % des Français exprimaient leur confiance dans leur armée en 2017 et 82 % souhaitaient une augmentation du budget de la défense (2). Cette progression encourageante est le résultat de l'efficacité de l'armée française sur les théâtres extérieurs, mais aussi du déploiement du dispositif SENTINELLE de protection des populations contre le terrorisme, dans les grandes villes. Malgré l'ingratitude de cette mission pour les militaires, force est de constater qu'elle crée un lien affectif et donne une visibilité unique de l'utilité des militaires à la population. Ce constat illustre l'importance du contact direct des militaires avec la société qu'ils défendent pour le soutien qu'ils en attendent. Ce soutien reste essentiel pour le moral des combattants.

Cependant, on peut aussi remarquer que cet accroissement d'image positive des armées s'est enclenché à la fin de la conscription qui a profondément changé le regard de la population. Le ressenti généralement négatif du service national ayant disparu et même nourri quelques nostalgies, les jeunes appelés et leurs familles ne subissent plus la contrainte de l'effort de défense voient désormais les armées comme une garantie de type assurance-vie dont la seule contrainte est son financement.

On note davantage de soutien et de confiance dans l'outil de défense (dissuasion et armée de métier), mais moins d'implication. Malheureusement, dans ce domaine, il est à craindre qu'un plus grand engagement social des officiers ait peu d'incidence sur cette attitude de la société civile.

Par ailleurs, la contribution du ministère des Armées et l'implication des cadres militaires dans la politique sociale de l'État à travers les dispositifs à caractère social Service Militaire Adapté, SM outremer, plan égalité des chances, EPIDE (3), pôle rayonnement de l'armée de Terre... renforcent aussi le lien de solidarité avec la société civile. Il est probable que la mise sur pied d'un Service national universel avec une participation même limitée des militaires l'accroîtra encore, avec une limite cependant : ne pas faire des militaires des éducateurs sportifs, des formateurs et des assistantes sociales, au risque de brouiller l'image des armées.

Améliorer la confiance des hommes ainsi que la cohésion des unités

Le domaine dans lequel l'officier conserve un rôle social déterminant est incontestablement celui de la confiance à obtenir des hommes et du moral des unités. Indépendamment de la qualité des chefs, avec la multiplication des opérations extérieures et intérieures (SENTINELLE) et l'accroissement sensible du nombre de conjoint(e)s ayant une activité professionnelle, le statut social des militaires a pris une importance nouvelle. Leur disponibilité physique mais aussi morale sur les théâtres de déploiement requiert de la part de la hiérarchie et spécialement des cadres de contact une attention particulière à la condition sociale des familles. Les conditions matérielles de vie de « l'arrière » mais aussi les relations de confiance au sein des unités sont devenues des facteurs déterminants de leur efficacité. « *Les besoins de recrutement, de fidélisation et de développement professionnel obligent les armées à renforcer leur action sociale interne, en termes de rémunération, de condition de vie, de formation, de reconversion, de prise en charge du contexte familial* » constate un groupe de travail de l'IHEDN.

Optimiser le recrutement

Enfin, de nombreux facteurs jouent sur le recrutement des sous-officiers et des soldats : contexte des menaces, nature des opérations, niveau de risques, situation sociale etc. ; mais le bouche à oreilles provenant notamment des militaires actifs mais aussi des démobilisés sur la prise en compte des aspects sociaux, et des relations humaines dans les unités est également un critère majeur de la décision de s'engager.

Le développement personnel et professionnel obtenu dans les armées s'ajoutant aux valeurs de référence de la société militaire sont les meilleurs garants de l'éducation civique d'un citoyen responsable. Même si les effectifs touchés par « l'éducation militaire » ont considérablement diminué, on ne saurait ignorer son impact sur l'esprit de défense, mais aussi le soutien de la société civile à son armée, le recrutement et l'efficacité des unités.

Le rôle social n'est pas inscrit dans le Livre blanc. Il ne fait pas partie des missions premières de l'armée, mais cela n'a jamais été le cas. Dans le passé, le rôle social a été une conséquence positive de la place de l'armée dans la société. Aujourd'hui, avec une armée de métier, il devrait sans doute être inscrit au nombre de ses missions.

Le rôle social de l'officier est toujours d'actualité !

-
1. Aujourd'hui, une classe d'âge, filles et garçons confondus, est estimée à un peu plus de 790 000 jeunes.
 2. Cf baromètre annuel de la Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense (DICOd).
 3. Établissement Pour l'Insertion Dans l'Emploi.